Déclaration liminaire CSA-FS du 24 novembre 2026

M le Président,

Cette fin d'année 2026 est marquée par une très forte et légitime contestation sociale.

Après un été bouleversé par l'aggravation des conséquences de la crise climatique, la jeunesse s'est levée pour protester contre la dégradation avancée du système d'éducation et un avenir sans débouché. Cette mobilisation a suscité de l'écho dans la société tout entière qui subit les conséquences des politiques injustes menées par les gouvernements successifs. La montée de la précarité qui impacte aujourd'hui la quasi-totalité des salariés n'est pas le seul fait social. Au bout du compte, le fait social majeur de notre époque, c'est bien l'explosion de l'extrême richesse.

3000 personnes sur notre planète s'accaparent aujourd'hui 17 % du Produit Intérieur Brut mondial contre 3 % il y a 40 ans.

Cette évolution se traduit par un bouleversement de l'équilibre des pouvoirs qui affecte l'ensemble de l'humanité.
Quelques milliardaires ont ainsi la possibilité d'influencer l'idéologie dominante, en rachetant médias et réseaux sociaux, afin de peser sur l'orientation des politiques publiques.
Et pour la première fois de l'histoire, cette extrême richesse et son influence s'affirment dans une dimension planétaire. Les décisions des grands actionnaires des sociétés multinationales bouleversent ainsi la vie de millions de travailleurs en ignorant les frontières, et siphonnent les recettes fiscales des Etats.

Les responsables du chaos ne sont donc pas les lycéens, jeunes, salariés ou retraités qui manifestent toutes les semaines mais bien un système qui a perdu de vue la nécessité de plus de justice fiscale.

Le rapport 2025 de l'Observatoire des inégalités dresse un constat sans appel: la société française est aujourd'hui profondément inégalitaire. Les écarts de niveau de vie, de conditions de travail, d'accès au logement, à la culture, à la santé, à l'éducation et à un environnement sain ne cessent de se creuser.

Cette injustice n'est pas une fatalité, c'est le résultat de choix politiques.

En 2023, l'Insee a révélé que les mesures socio-fiscales ont amplifié les inégalités : en moyenne, 300 euros ont été retirés aux plus pauvres, pendant que 300 euros supplémentaires étaient octroyés aux plus riches. La fin de certaines aides exceptionnelles (minima sociaux, indemnité inflation) a frappé les foyers modestes, pendant que la suppression définitive de la taxe d'habitation profitait aux ménages les plus aisés.

Parce que ce gouvernement s'acharne à maintenir les privilèges de classe d'une minorité dont les profits ne cessent de progresser, il génère une violence sociale profonde et nous savons qu'on ne répond à celle-ci que par le dialogue et par la satisfaction des revendications, et non par l'interdiction des manifestations, et encore moins par la répression policière.

Les politiques d'austérité et la réduction obsessionnelle de la dépense publique frappent le monde du travail et, plus encore, les fonctionnaires. Elles détruisent progressivement le service public par les restructurations, les réorganisations, les suppressions d'emplois et les remises en cause des implantations territoriales.

Nos missions sont bien au coeur du sujet. Nous travaillons pour la DGFiP. Nous savons que de l'argent, de la richesse, il y en a. Il suffit de le mobiliser plus efficacement pour répondre aux besoins qui s'expriment.

Au sein de notre ministère, les personnels sont en première ligne : ils subissent les « réformes », les suppressions de postes et servent de variable d'ajustement des politiques budgétaires. Ils payent malheureusement parfois de leur vie ces choix politiques.
Permettez-nous d'avoir une pensée émue pour notre collègue responsable informatique qui s'est pendu sur son lieu de travail le 9 octobre dernier. Tant que la DGFiP ne s'attaquera pas à la cause profonde du mal être au travail qui touche de plus en plus de collègues et de services, la crainte de voir s'aggraver la souffrance au travail et ses terribles conséquences est bien réelle.
Ce ne sont pas les espaces de dialogue sur le sujet, ni même ce courrier indécent où le ministre, pour le prix de l'encre de son stylo bleu, remercie les agents de la DGFiP sans que soient enfin pointés les vrais responsables des dysfonctionnements et des choix mortifères pour notre administration, qui changeront quoi que ce soit.

L'infantilisation des agents n'a rien à voir avec un management bienveillant.

Inutile de commencer une réunion de service en demandant si chacun se sent plutôt fleur de coton ou de cactus, printemps ou automne, ciel ou nuage… toutes ces analogies puériles ne relèvent pas du management. Elles sont inutilement régressives et souvent perçues comme dégradantes.

Les équipes ont besoin au contraire d'être considérées pour leurs compétences, chacun et chacune avec une fonction précise, un rôle attribué et des missions définies au sein d'une organisation claire.

Chaque agent doit pouvoir bénéficier d'une rémunération juste, d'un traitement équitable au sein de l'équipe, ainsi que de la garantie de pouvoir se fier à la parole et aux engagements de son responsable.

Concernant l'instance de ce jour, la situation des agents du Centre de Contact des Professionnels est emblématique d'une administration qui part à la dérive. En plus de la contrainte métier forte et des injonctions de GF2C et GF3A, près de 6 millions de mails concernant la facturation électronique ont été envoyés sans discernement, alors même que la campagne CFE a débuté. Les agents se retrouvent ainsi victimes de bureaux de Bercy qui ne se parlent pas, d'un management défaillant et d'une charge de travail qui explose. Plutôt que d'un nouveau courrier ministériel, les collègues sont en attente de plus d'humanité et de reconnaissance de l'ensemble des efforts qui leur sont demandés.

Nous avons enfin une pensée et notre section syndicale les soutiendra aussi fort qu'elle le peut, pour nos collègues du centre d'encaissement de Rennes qui sont en grève depuis plusieurs semaines et qui bloquent le transfert des flux bancaires. Près de 140 millions d'euros sont ainsi en instance de traitement dans une certaine indifférence de la DGFiP qui communique peu sur ce sujet… derrière le plan-chèque et la communication réconfortante de notre administration, se cache déjà un drame social pour les agents directement concernés, et des conséquences à venir pour les usagers, et les services qui au bout devront subir le retour du traitement en local des chèques sans moyens supplémentaires.

Les élus CGT Finances Publiques 64